

Remise en liberté d'un journaliste au Burundi

PANA, 18/03/2009 Bujumbura, Burundi - Le directeur de l'agence en ligne, Net press (indépendante), Jean-Claude Kavumbagu, a recouvré la liberté, mercredi, après 189 jours d'incarcération à la prison centrale de Bujumbura pour "outrage à chef d'Etat", a-t-on appris de source judiciaire dans la capitale burundaise. Les ennuis judiciaires du directeur de Net press avaient commencé au lendemain de la publication d'un article faisant état d'un montant de 100.000 dollars US qui auraient servi de frais de mission au président de la République du Burundi, Pierre Nkurunziza, lors d'une visite en Chine remontant à l'ouverture des Jeux Olympiques de Pékin, au mois d'août 2008.

L'article citait, cependant, au conditionnel, des sources au Secrétariat général du gouvernement, ce qui a poussé le responsable de ce service public, Philippe Nzobonariba, à démentir et porter plainte contre M. Kavumbagu. Le démenti faisait état de seulement 50.000 dollars US sortis des caisses de l'Etat pour financer le voyage présidentiel. La sortie de prison de Jean-Claude Kavumbagu a remis au goût du jour, dans les commentaires de rue à Bujumbura, une phrase devenue célèbre du porte-parole de la présidence de la République, Léonidas Hatungimana, selon laquelle "un enfant bien éduqué ne regarde jamais dans l'assiette du père". "Le chef de l'Etat burundais prend toujours soin de remettre au Trésor public le reliquat des frais de mission à l'étranger", avait encore réagi M. Hatungimana à la sortie de l'article de Net press. Les associations des journalistes au Burundi restent mobilisées pour que les délits de presse soient dépenalisés. Le Conseil national de la communication (CNC) a, de son côté, annoncé dernièrement la création en son sein d'un secrétariat chargé de recevoir des plaintes de tiers contre les journalistes afin de prévenir des emprisonnements parfois abusifs.